



LE CAMEROUN ANTE-FÉDÉRAL : ENTRE (RE)CONSTRUCTION NATIONALE ET FABRIQUE IDENTITAIRE

André Siegfried MENGOUNG

Laboratoire d'Education Civique et d'Intégration Nationale de l'Institut National
de la Jeunesse et des Sports (INJS)

andysieg82@gmail.com

Résumé : La présente réflexion s'intéresse à la compréhension des logiques de construction identitaire au Cameroun anté-fédéral. En effet, cet espace sociopolitique en construction, après plusieurs décennies d'emprise coloniale à deux spectres quasi divergents, s'apprêtait à être fondu dans un seul ensemble politique, des espaces socioculturels, des logiques de développement et des populations aux logiques majoritairement opposées. Pour les autorités politiques en place, la mise en synergie de ces éléments appelait ainsi, une (re)construction, une légitimation, voire une sédimentation de quatre composantes fondamentales d'un Etat moderne à savoir le peuple (1), le territoire (2), les éléments mémoriels (3) et des idéaux collectifs (4). Une analyse de l'instrumentation des quatre éléments susmentionnés, permet de mieux lire le déploiement sociopolitique, économique et culturel qui a été celui de la République fédérale, mais davantage de toutes les formes que l'Etat a prises jusqu'à nos jours.

Mots clés : Cameroun anté-fédéral, (re)construction nationale, fabrique identitaire, identité citoyenne, lénification des identités.

Abstract: This reflection is dedicated to understanding the logic of identity construction in pre-federal Cameroon. Indeed, the socio-political space that was about to be set up, after several decades of colonial influence with two almost divergent specters, was about to have socio-cultural spaces, logics of development and populations, with predominantly opposite logics, brought together in a single political whole. For the political authorities in place, the synergy of these elements thus called for a (re)construction, a legitimization, even a sedimentation of four fundamental components of a modern State, namely the people (1), the territory (2), memory elements (3) and collective ideals (4). An analysis of the instrumentation of the above-mentioned elements enables a better understanding of the socio-political, economic and cultural deployment which

30 A.S. Mengoung

will be that of the Federal Republic, but moreover all the forms that the State will take, until today.

Keywords : *Pre-federal Cameroon, national (re)construction, identity factory, civic identity, leniting of identities.*

Introduction

Une lecture affinée de l'environnement sociopolitique et culturel du Cameroun, laisse apparaître depuis l'avènement de l'Etat fédéral, la résurgence d'un important flux contestataire de la nationalité par ses populations, si ce n'est de la souveraineté de l'Etat, voire de l'intégrité du territoire national. Ces relents contestataires qui depuis lors se traduisaient par des expressions feutrées de quelques groupes tant sur le territoire qu'à l'étranger, connaissent depuis le début de la décennie 2000, un relèvement de leurs fréquences, cadres et modalités d'expression.

Il est pertinent, pour illustrer ce qui précède, de citer l'essor d'initiatives politico-militaires basées sur une remise en question de l'intégrité territoriale du pays dans ses parties septentrionales (*Boko Haram*) et occidentales (sécessionnistes anglophones), conjugué à un dévoiement de la perception et de la manifestation de l'identité citoyenne camerounaise. Autant de faits qui mettent en exergue le problème de la forte dissonance perceptive et fonctionnelle de l'identité citoyenne dans un Etat ayant élaboré depuis plus de soixante années, les éléments de re(construction). Les éléments de cette dissonance, pour être compris, appellent une relecture sociohistorique du processus de construction du lien identitaire et citoyen au Cameroun, avant l'avènement de l'Etat fédéral.

La perception des questions de re(construction) de l'identité citoyenne dans un environnement multiculturel pose de ce fait, un certain nombre d'interrogations nouvelles. Celles-ci reposent sur le fil conducteur de cet article et juxtaposent le projet de re(construction) identitaire et la démarche de fabrique du futur citoyen camerounais, autour de quatre éléments qui sont : le peuple (1), le territoire (2), les éléments mémoriels (3) et les idéaux collectifs (4).

La méthodologie adoptée mobilise une recherche bibliographique multi référencée centrée sur la recension d'écrits de diverses natures. Pour mener à bien cette réflexion, il importe de signaler que relativement à la nature des données collectées, la méthode d'analyse retenue dans le cadre de cette étude est l'analyse de contenus. Cette méthode nous a servi à étudier de manière approfondie les données collectées, pour en déterminer de façon objective les principaux éléments significatifs. Il en résulte que les différents éléments susmentionnés, ont préparé l'entrée du Cameroun dans une aventure sociopolitique dont les exigences de construction identitaire appelaient une véritable sédimentation de ses éléments identitaires et non une simple juxtaposition ou une instrumentation à géométrie variable, comme ce fut malheureusement le cas.

La mobilisation symbolique du peuple camerounais : enjeu de (re)construction identitaire

De la perception symbolique du peuple camerounais par les politiques

Le peuple est perçu de manière générale comme une globalité abstraite issue d'une fiction idéologico-juridique (Nguelieutou, 2004). Ce projet identitaire hégémonique abouti (Otayek, 2000), découle d'une entreprise de production d'analogie, au centre de laquelle se trouve l'État. Ce dernier généralement arc-bouté, sur une conception d'unité et d'indivisibilité d'une part, et convaincu de son universalisme d'autre part, s'érige en référent de l'identité nationale, en optant soit pour une recomposition contrainte des identités périphériques, soit pour la promotion d'une mono-identification.

Au Cameroun Anté-fédéral, le peuple constituait pour les entrepreneurs socio-politiques, un fabliau générateur d'effets de croyance dans le processus de construction identitaire. Cela pouvait se traduire à l'aune de la kyrielle de regroupements politiques construits autour du vocable « peuple » dans leurs noms, dans leurs programmes politiques ou encore dans les discours de leurs leaders. Cependant ce fabliau restait paradoxalement marqué d'un sceau conflictuel entre aspiration à l'universalisme républicain hérité du legs colonial, et prégnance des liens primordiaux de sang, de région, de langue.

En effet, un détour par l'histoire coloniale du Cameroun, met en relief une interférence collusive entre des puissances coloniales mues par des velléités impérialistes, mercantiles et concurrentielles d'une part, et entre ces dernières et des populations locales par l'entremise de leurs chefs traditionnels d'autre part (Ngongo, 1987 ; Mveng, 1963). Ces différentes interactions ont eu comme effet, une segmentation inter et intracommunautaire du peuple, fondées autant sur une lénification des identités périphériques que sur une légitimation des référents culturels centrifuges. La dualité culturelle et identitaire qui a émané de la partition du Cameroun entre la France et la Grande-Bretagne en 1922, a participé à densifier les clivages. Cette division du territoire a fait le lit d'une dyade identitaire, conflictuelle et potentiellement explosive.

Le peuple ainsi démembré, a abordé l'indépendance avec un déficit identitaire. En effet, l'analyse du régime de tutelle accordé par l'ONU de 1946 à 1959 pour la partie francophone, et de 1946 à 1961 pour la partie anglophone, a inspiré à Nkoum-Me-Ntseny (1998 : 17), commentaire suivant :

Le Cameroun en somme est une construction coloniale au départ, arbitraire et artificielle [...] et si on veut en faire un projet aussi, c'est très important, il faut qu'on en fasse un, mais qui a dit que cette affaire arbitraire au départ, souvent coupée dans un bifteck mal taillé [...] est une

entité qui existe ? Le Cameroun n'existe pas encore, il est en construction.

Il se dégage donc au sortir de la colonisation, des difficultés à concilier, si ce n'est à réconcilier les deux composantes d'un peuple séparé par quarante années d'administration distincte et par des langues, des coutumes et des traditions politiques différentes. Bien plus, même au sein de chacune des entités (francophone et anglophone), il demeure des différences régionales, accentuées par leur contenu ethnique et perpétuées par des divergences culturelles et culturelles. C'est dire que loin d'un corps politique uni, le peuple camerounais anté-fédéral se rapprochait davantage d'une « communauté imaginaire » (Anderson, 2002). Gaillard (1989 : 10), y faisant référence écrit :

Quelle est cette nation en miettes, potentiellement riche, sans doute, de sa diversité, mais pour l'heure éclatée en multiples composantes ethniques et religieuses, qui s'affrontent, avec ou sans le masque de partis politiques ?[...] Peut-on nommer nation un peuple dont tant des fils, au jour du baptême, déniaient la validité de ce sacrement, les uns au maquis, les armes à la main, les autres aux tribunes internationales et à travers les médias étrangers ?

C'est dire qu'en marge de tout ferment culturel et linguistique primordial, le peuple camerounais apparaissait comme un projet identitaire aux légitimités et profondeurs historiques à permanemment réinventer, voire à socialement (re)construire.

Des démarches symboliques et politiques de (re)construction identitaire du peuple camerounais

Le plan symbolique induit une démarche tant de définition que de délimitation collective et conflictuelle des composantes du peuple. La dimension politique repose quant à elle sur une légitimation et une institutionnalisation du tissu national. Ce tissu politique, simple agrégat d'hommes que le hasard, plus qu'une origine commune a rassemblés au départ, a eu besoin pour se constituer et acquérir une identité spécifique, de forger une propre conscience collective. Ladite conscience s'est sédimentée au travers d'un champ de valeurs sociales, de normes de comportements et des symboles collectifs. Ces derniers s'adosent à leur tour sur quelques maîtres-symboles (hymne national, drapeau, devise nationale, culte de quelques héros, dates et lieux de mémoire, etc). Cette tâche de construction a été consécutive à une démarche de capitalisation des éléments historiques relatifs à la constitution du peuple en entité politique unifiée, dotée d'un nom, de porte-paroles, de systèmes de représentations et de valeurs.

De cette construction a découlé une mystification de l'histoire au bénéfice d'une approche héroïque, à travers la construction des *mythes nationalistes* et la

réhabilitation des choix rationnels qu'elle implique. C'est ainsi que tour à tour ont été mis en exergue le « complot colonialiste » ainsi que des actions de résistance salutaire des acteurs sociaux camerounais sous la période coloniale (Owona, 1973 :37). Bien que parfois apaisée au gré des conjonctures, cette tension entre les allégeances paroissiales et la politique civique nourrit le projet de construction du peuple.

Somme toute, l'idée d'existence d'un peuple camerounais a fait sens à partir de la prise en considération de facteurs territoriaux.

(ré) unification et indivisibilité du territoire comme enjeu de (re)construction identitaire

De la perception stratégique du territoire dans le projet de reconstruction nationale

La dimension géographique a un rôle important dans la dynamique de construction d'une nation. Le peuple qui en émane n'est donc qu'un construit, fruit d'une série de renouvellements dans la configuration spatiale ainsi que dans la perception du rapport du pouvoir à l'espace. Bien plus, l'emprise territoriale constituant l'étalon or de l'État moderne, il est peu loisible de penser un État sans territoire et vice-versa.

Fondement de la compétence *rationae* de l'État, le territoire en est l'espace de souveraineté. En tant qu'élément fondateur de l'État, le territoire relève d'un patrimoine constitutif commun de tout regroupement étatique moderne. Bien plus, son ancrage politico-territorial, constitue l'évidence matérielle de l'effectivité de son contrôle. La sauvegarde de l'intégrité territoriale s'érige donc en enjeu majeur dans la définition même du peuple, qui est étroitement adossé à son contrôle. Lequel fait référence aux processus de formation et de consolidation d'un centre politico-administratif d'une part, de construction d'un continuum politique centre-périphérie d'autre part (Sindjoun, 2002). Dans cette veine, les notions de centre et de périphérie ne sont utilisées que dans un contexte d'interactions voire de contradictions. Elles apparaissent davantage comme des notions emboîtées et caractérisées en même temps par la dialectique de l'interaction et de l'esquive. Bref, c'est l'imposition de la souveraineté interne de l'État ou la constitution de son ubiquité.

Par ailleurs, l'organisation administrative du territoire est liée à la formation d'une communauté politique (Amitai, 1962). D'où la nécessité d'analyser les découpages administratifs auxquels donne lieu le territoire dans une perspective institutionnelle, et l'habitus spécifique auquel ils donnent naissance. Cette notion est, en l'occurrence inséparable de celle de l'institution. L'histoire des rapports sociaux s'inscrit à la fois dans les individus comme une histoire incorporée sous la forme de dispositions à penser et à agir d'une certaine manière, sous la forme des pratiques et

de règles apparaissant nécessaires et naturelles. L'habitus est ainsi un système de pratiques et de représentations qui permet à des individus d'habiter les institutions, de se les approprier pratiquement, et par là, de les maintenir en activité, en vie, en vigueur [...] de faire revivre le sens qui s'y trouve déposé. Il devient donc intéressant de lire en les découpages administratifs de l'espace, mais davantage en leur appropriation/contestation, la traduction du projet du rapport de force Etat/populations.

Des mécanismes de sédimentation identitaire du territoire camerounais

Au Cameroun postcolonial, la réunification constituait une étape fondamentale dans la réalisation du projet de (re)construction identitaire. En effet, il était non seulement question de reconquérir l'espace géographique légué par le colonisateur allemand, mais aussi de le consolider. Cette consolidation passait forcément par la reconfiguration de la territorialité nationale, avec pour ferment la sacralisation d'un terroir ancestral plus ou moins imaginaire, la création d'une dynamique centripète susceptible d'effacer les traces tangibles de la division.

Le processus de réunification des deux Cameroun a marqué la (re)production du territoire national légitime et contribué à (re)produire l'effet de la réalité objective du peuple. Réunir les deux entités revenait alors à donner corps à un territoire national dans ses dimensions légitimes afin de servir de base de promotion d'une spécificité camerounaise. Les diverses adresses, allocutions et principes idéologiques des hommes politiques de l'époque furent ainsi orientées vers cet impératif unificateur et s'appuyèrent abondamment sur le principe de *phénomène-effet*. C'est ainsi qu'Ahmadou Ahidjo adossait l'idéal de cohésion nationale sur la référence quasi permanente aux retrouvailles entre frères séparés par la colonisation. En témoigne cet extrait de son discours, où il s'adressa particulièrement aux camerounais de la zone encore sous tutelle britannique, (1961 : 3) :

Dans quelques jours, vous aurez la possibilité par un vote de manifester votre désir de reprendre votre place dans la grande famille camerounaise, le partage arbitraire du Cameroun opéré il y a quarante ans par un traité mettant fin à une guerre qui nous était étrangère, ne sera plus qu'un mauvais souvenir et ensemble nous fêterons la réunification de notre cher pays.

Toutefois, la mise en évidence d'une séquence d'événements, à travers le mythe de l'origine commune [censés déboucher sur les retrouvailles], est loin d'aller autant de soi qu'il y paraît. Et pourtant, cette définition des phénomènes-effets qu'ont constitué la réunification et plus tard l'unification, résulte d'une construction politique dont le but principal était de faire croire en l'unité et l'indivisibilité du peuple et de son territoire.

Ces discours réunificateurs étaient des exercices performatifs, visant à imposer comme légitime une nouvelle définition de la territorialité nationale et à faire connaître et reconnaître l'État réunifié ainsi nommé. Faisant référence à Bourdieu (1981), il est loisible d'affirmer que ce qui était en jeu, c'était l'institution d'une nouvelle vision par l'usage du pouvoir de révélation et de construction exercé par l'objectivation dans le discours.

En effet, durant la rencontre de Foumban en Juillet 1961 entre les délégations du Cameroun méridional et de la République du Cameroun, il n'était pas question de créer une nation (Ngoh, 2019). Il était davantage question d'en restaurer une dans toute son étendue territoriale originaire, en faisant usage du mythe de l'origine. La revendication d'une communauté originelle a permis non seulement de naturaliser le logo *Kamerun*, mais aussi a contribué à nourrir et à justifier un nationalisme territorial légitime.

La (re)production mémorielle comme enjeu de (re)construction identitaire

En tant que reflet de l'ambivalence qui existe dans les rapports entre l'individu et le groupe, la mémoire constitue un champ de production sociale du sens, marqué de composantes qui s'affrontent, se nourrissent et se contredisent en même temps. Trois éléments s'en démarquent à savoir : un code sémantique directement structuré autour d'un projet de légitimation politique d'une identité ; une conjonction de subjectifs social et individuel visant à produire une illusion communautaire (Coulon et Martin, 1991) (2) ; et un puissant sentiment d'exclusion pour ceux qui n'en font pas partie (3).

De la (re)construction communautaire de mythes fondateurs nationaux

L'idée de nation crée et fonde aussi bien le sentiment d'appartenance à une collectivité, que l'exercice de solidarités et de sacrifices en vue d'un intérêt commun. Dès lors, il revient à savoir si une nation peut exister sans mythe fondateur. Le mythe fondateur peut donc faire référence à un événement réel ou imaginaire. Dans le cas d'espèce, l'emphasis sera mise sur la croyance subjective en une communauté historique, une origine commune, un héritage commun (Owona, 1965).

Les propos de Mbida, repris par *La Presse du Cameroun* (1961 : 1), sont tout aussi illustratifs :

Dans le futur Cameroun réunifié une partie des nationaux camerounais sera de par le fait colonial, anglais ; la plupart des autres, français ; d'aucuns un peu de tout, les uns et les autres seront tous allemands incontestablement. Mais tous les camerounais seront et devront être et penser avant tout et partout, en tout et toujours camerounais.

Cette reconstruction permanente de l'histoire commune par les acteurs sociaux, impose la vision d'un passé dans lequel tous les membres d'un groupe puissent se reconnaître. Cette mobilisation du mythe des origines communes a contribué à présenter la domination franco-britannique comme une parenthèse coloniale. En témoignent les propos d'Ahmadou Ahidjo (1980 : 59) alors en visite au Sud du Cameroun méridional :

Le Cameroun [est une] nation frustrée à cause de la division de son territoire en deux parties, une nation victime de l'injustice de la part des puissances tutrices. [...] Le partage arbitraire du Cameroun opéré il y a quarante ans par un traité international mettant fin à une guerre qui nous était étrangère ne sera plus qu'un mauvais souvenir.

Suite au rattachement du Cameroun septentrional au Nigeria à l'issue du plébiscite de 1961, le président Ahidjo condamna avec véhémence, de l'annexion la partie septentrionale du Cameroun à la Fédération du Nigeria. En effet, pour lui:

Les populations du Cameroun septentrional souffrent de la division arbitraire de leur pays [...] On ne sépare pas facilement et éternellement un peuple. [...] Pour garder vivace dans nos cœurs, le souvenir cruel du déchirement de notre pays en même temps que l'espérance de la réunification complète de notre patrie, la date du 1er Juin de chaque année sera la journée de deuil national dans toute l'étendue de la République fédérale (Ahidjo, 1980 : 343) .

La permanence des mythes fondateurs qu'expriment les fêtes nationales, les monuments aux morts, l'hymne national, les armoiries de la République, représente la nation comme réalité charnelle, mystique, comme idée et représentation. C'est dans cette optique que les dirigeants politiques camerounais accordèrent une solennité de fête au premier envoi des couleurs nationales. Selon Ahidjo (1982 : 34), celui-ci était considéré comme synonyme d'union, d'unité:

Le symbole de notre union, de notre unité [...] Que nos couleurs qui flottent au ciel et qui symbolisent notre union aident à supporter les jours difficiles et nous apportent l'espoir des lendemains meilleurs .Camerounais unissons-nous autour de notre drapeau, de notre devise, que notre hymne retentisse à l'unisson dans tous les cœurs et dans tout le pays.

L'officialisation et l'objectivation de fait qu'accomplit ce discours, ont pour but de créer un imaginaire collectif.

De la collectivisation de la perception des mythes fondateurs nationaux

L'idée nationale se nourrit de la mise à contribution des éléments spatio-temporels. En effet, au travers d'une œuvre d'exhumation des archives, de la

mémoire des événements ou des acteurs, les entrepreneurs politiques ont donné une épaisseur spatio-temporelle à la communauté nationale. L'on a de fait assisté à une quasi béatification des leaders des révoltes locales dirigées contre l'occupation coloniale qui devinrent ainsi des héros de la résistance d'un peuple. À titre illustratif, Ruben Um Nyobe, Douala Manga Bell et Martin Paul Samba sont selon certains auteurs, l'incarnation de la résistance du peuple camerounais à la colonisation occidentale.

Peu importe, que ces soulèvements n'aient eu aucun caractère national, qu'ils n'aient pas été conduits au nom d'un *Cameroun* qui n'avait pas alors de significations, ce qui importe, c'est leur valorisation rétrospective, leur récupération au service de l'idée de peuple camerounais ; c'est la vocation nationalisante de l'évocation des figures historiques, c'est leur inscription dans les consciences individuelles. Ces figures permettent de rendre compte des rapports réciproques qui s'établissent entre ce principe de vision et de division de la réalité -Nation que constituent les symboles, conduites et perceptions individuelles. Faisant suite à Bourdieu (1981), l'intériorisation de ces schèmes de perception d'appréciation et d'action est possible grâce à des facteurs infrastructurels à l'instar des expériences vécues, des mass-médias ou encore de l'école.

Au Cameroun anté-fédéral, la mémoire nationale fut marquée par des symboles (noms de héros, dates de grandes célébrations...) qui ont contribué à fixer une idée du Cameroun à mi-chemin du mythe patriotique et de la vérité historique dans les consciences individuelles. Ces symboles s'adressaient d'emblée au cœur des populations, à leurs âmes. Autour d'eux, se réalisait l'accord des membres du groupe.

Les grands traits de mentalités nationales se sont ainsi traduits dans de fortes mobilisations et solennités auxquelles les cérémonies officielles ont donné lieu. Nous pouvons évoquer notamment les marques de respect accru que recevaient les cérémonies d'envoi de couleurs nationales comme l'expression visible de cette différenciation symbolique productrice de déférence, voire d'admiration. Le respect voué aux autorités de force de maintien de l'ordre, aux monuments et ouvrages publics participait aussi de cette adhésion aux mythes nationaux. Il s'agissait pour les populations du jeune Etat d'assumer leur sentiment patriotique, d'exprimer leur prise de conscience humaine et patriotique à travers la manifestation de leur allégeance à la mère-patrie.

Pour ce qui est des grandes célébrations nationales, elles constituent le moment durant lequel, il faut donner sens aux symboles et valeurs républicains. Le mythe de la commémoration permet aux Camerounais de tout bord, de saluer la mémoire de leurs « patriotes » en signe de reconnaissance pour les efforts accomplis dans la construction nationale. Les dates anniversaires et les cérémonies auxquelles elles donnent lieu contribuent à parfaire la socialisation du peuple camerounais, car elle lui

permet d'adopter un état d'âme particulier pendant quelques heures ou quelques jours. La mise en scène des mythes, en réactivant la mythologie primordiale du contrat social (Braud, 1997), constitue un élément essentiel de l'efficacité symbolique de l'attachement national.

Cependant, l'incorporation des schèmes de perception, l'obéissance, le *credo* que produisent les mythes nationaux varient selon les contextes socio-historiques au moins dans l'usage qu'en font les populations. L'on peut ainsi respectivement obtenir les sentiments d'amour, de fierté, d'antipathie ou de rejet systématique. Ce sentiment de rejet est lisible dans l'attitude des élites anglophones à travers le déclassement qui a débouché sur le refus de célébrer la fête du 20 mai et la réhabilitation du jour du plébiscite, le 11 février. Le 20 mai, jour du référendum, de passage de l'État fédéral à l'État unitaire était considéré par beaucoup de camerounais de l'ex-sphère orientale, comme « l'anniversaire de l'annexion du Southern Cameroons », comme le « jour de deuil national » (Ngoh, 2019 : 237). Le 20 mai était donc délégitimé au profit du 1er Octobre considéré comme « jour de l'indépendance » du *Southern Cameroons*.

Bien plus, au 1^{er} octobre comme date-repère déclassée par le pouvoir central après le référendum de 1972, s'ajoute le 11 février baptisé « jour de la fédération » ou encore « jour du plébiscite », contrairement au calendrier officiel des fêtes qui considère le 11 février comme fête de la jeunesse depuis 1966.

L'exaltation de valeurs républicaines comme enjeu de (re) construction identitaire

La laïcisation comme facteur d'affirmation identitaire

À travers la laïcité, est posée la problématique de la différenciation du politique et du religieux. Crespy et De Voogs (1991) proposent à cet égard une distinction entre le principe de laïcisation et celui de sécularisation. Le principe de laïcité de l'État est l'un des thèmes récurrents du discours nationaliste-républicain tel que rappelé par Momo (1999 : 833):

L'État proclame sa neutralité vis-à-vis de toutes les croyances [...] le principe de laïcité [...] s'entend par la séparation des Églises et de l'État. Il implique que la République n'est ni ecclésiastique ni religieuse.

Il en émane une négation principielle de tout recours au sacré dans la compétition politique et une nette cession entre le spirituel et le temporel, entre l'espace public et la sphère privée. L'enjeu du rapport religieux-politique est celui de pouvoir. Il s'agit pour l'État de débouter tout discours alternatif susceptible de mettre à mal son monopole sur le contrôle des valeurs sociales. La relégation du religieux dans la

sphère privée au bénéfice de la laïcité traduit, une volonté de domination symbolique du politique.

Ce qui précède a été précisé par les diverses constitutions du Cameroun, comme l'illustrent respectivement ces quelques extraits :

La République fédérale du Cameroun est démocratique, laïque et sociale. [...] La neutralité et l'indépendance de l'État vis-à-vis de toutes les religions sont garanties [...] La République du Cameroun est un État unitaire [...] elle est une et indivisible, laïque, démocratique et sociale.

La réceptivité de la laïcité se traduit par la création d'un espace public, qui n'est ni antireligieux, ni areligieux, ni neutre dans le sens de l'indifférence, mais d'un espace engagé, de non-discrimination où chacun se sent protégé et épanoui dans la diversité des croyances.

La régulation sociale envisagée par l'État à travers la séparation du politique et du religieux n'est pas totale ou tout au moins, n'est pas à l'abri de toutes tensions. On note ainsi des interférences du religieux et du politique. Autant le religieux perd ses frontières dans la mobilisation et la compétition politique, autant le politique est légitimé par le religieux d'où l'exploitation du sacré dans le domaine politique. Ces interférences sont tantôt conflictuelles, tantôt coopératives. Dans le premier cas de figure, il est loisible de citer les propos de Monseigneur Albert Ndongmo, ancien Évêque de Nkongsamba, cités par *La Croix* (1963 : 2):

L'État croit que nous devons prêcher un christianisme désincarné, parler du ciel des anges, sans toucher les réalités vitales de chaque jour. Or l'Évangile du Christ n'est pas une théorie, mais une vie. Il s'insère dans toute la vie de l'homme engagé dans la famille, la politique, la profession et le syndicat.

Dans un autre sillage, nous pouvons évoquer au titre de collaboration entre le religieux et le politique, l'insertion des fêtes d'inspirations religieuses dans le calendrier national. Par ailleurs, pendant les pèlerinages à la Mecque, à Lourdes, à Rome ou en Israël, l'État assiste les religions. Outre la prise en charge du transport, il leur adjoint son personnel notamment les gendarmes et les médecins.

Somme toute, le rapport État-Église s'exprime davantage en termes d'instrumentalisation tant du fait des organes de pouvoir que de celui de la religion elle-même. La politisation, à cause de l'extension moderne du champ du politique, se ramène à une publicisation, c'est-à-dire au transfert d'un problème du privé au public. C'est le cas notamment de la conférence épiscopale, dont les résolutions publiées soit par la voie de la presse soit par la voie de la radio ne laissent généralement pas les pouvoirs publics indifférents, non plus elles ne passent sous silence les problèmes socio-politiques que connaît le pays. C'est donc dire les difficultés que rencontre le

pouvoir dans sa prétention à gérer un religieux pluriel dans une société multicommunautaire.

Le bilinguisme comme vecteur identificateur de la communauté nationale

La langue, plus qu'une suite de sons ordonnés suivant des structures définies, constitue un support et un véhicule de culture, de valeurs, de normes. De ce fait, il est à certains égards, plausible de penser que des locuteurs d'un même système puissent constituer une unité sociale qui graduellement, pourrait se muer en unité politique (Chrétien et Prunier : 1989). Dès lors, dans le contexte camerounais anté-fédéral, la langue constitue un enjeu politique important.

Ce qui précède est d'autant plus pertinent lorsque cette langue est destinée à des locuteurs qui ne l'ont pas en partage, qui sont ancrés sur des espaces socio-linguistiques locaux, et qui l'identifient davantage comme un vestige colonial. C'est ainsi que face à sa diversité socio-linguistique, le Cameroun a opté pour le bilinguisme. Ce faisant, si les langues nationales ont été maintenues et protégées, elles ont conservé un caractère purement privé. C'est ainsi que faisant référence au Cameroun, Prouzet (1974 : 61) pense qu'un pays bilingue :

Est en bonne logique, un pays au sein duquel deux langues sont parlées et comprises du moins par l'élite de cet État, sur toute l'étendue du territoire et où la population (ou à la rigueur l'élite) est capable d'assimiler et de vivre dans le même temps deux cultures différentes.

Par une pareille démarche, l'État bilingue s'est fixé entre autres objectifs, de favoriser la cohabitation entre deux communautés différentes par la langue et la culture, de réguler les rapports sociaux qui pourraient en découler afin de fixer les normes de comportements collectifs pour une vision commune du monde (Ekomo : 2001). L'effort de socialisation du bilinguisme s'est rapidement traduit par l'instauration d'éléments d'enseignement dans les écoles, collèges, lycées et surtout par l'usage des deux langues par les mass-media qui demeurent les vecteurs d'inculcation par excellence.

Cependant, partant du principe selon lequel le lien social ne se construit pas seulement dans la dimension qui valorise le paradigme de l'intégration, les entrepreneurs de la re (construction) nationale ont ambitionné de tuer dans l'œuf, d'autres formes de rapports sociaux qui auraient pu poindre dans des conditions déterminées, notamment l'inégalité, la domination et le conflit. Les propos de Mackey (1979 : 29-30) peuvent ainsi justifier cette crainte :

plus la différence en nombre est grande entre les deux communautés appelées à vivre ensemble, plus le pourcentage de bilingue dans la

communauté minoritaire est élevé, si toutefois d'autres facteurs n'interviennent pas.

Fort de ce qui précède, il était à craindre que le bilinguisme à la camerounaise soit déséquilibré. D'ailleurs Lapierre cité par Ngueulieutou (2004 : 110) à propos des cas de figure que peut prendre une communauté biculturelle, énonce un schéma dans lequel on note :

une relation de relative : une des deux langues a un statut supérieur lié au privilège d'être en usage dans les activités prestigieuses (administration, rituels religieux, vie urbaine...) et dans la communication entre le groupe dominant et le groupe dominé tandis que l'autre a un statut inférieur lié à un usage réservé aux rapports sociaux du groupe dominé. Seuls les membres de la communauté dominée sont tenus d'être bilingues.

En somme il était à craindre que le bilinguisme à la camerounaise ne soit plus vertical qu'horizontal. Ceci d'autant plus qu'alors que les éléments du lien identitaire national s'actualisaient dans les pratiques collectives des populations, des déclinaisons particularistes sans ambiguïté étaient manifestes dans les discours de certains acteurs. Nkoum-Me-Tseny (1996 : 62) révèle ainsi, le complexe de supériorité qu'entretenaient certains politiques de la zone francophone :

Le Cameroun français, quatre fois plus grand et trois fois plus peuplé que le Cameroun britannique, doit naturellement absorber les éléments de culture britannique qui ne sauraient s'opposer à la Réunification de notre pays. Nous, francophones avons l'avantage de l'étendue de notre portion de territoire et la majorité des populations [...]. Nous avons une avance indiscutable en matière de progrès social. Nous constituons sans doute le pôle attractif et le pivot de toute unification.

À l'effet de lutter contre ces aspirations, il était donc question de se départir d'une certaine inégalité dans la distribution du capital social dans les zones linguistiques officielles, évitant ainsi de faire le lit d'une anglophonie minoritaire, marginale, subjuguée et assimilée au Cameroun.

Conclusion

Le processus de fabrique identitaire au Cameroun à l'aube de l'instauration de l'Etat fédéral, s'est avéré complexe. La mise à contribution des composantes que sont le peuple, le territoire, la mémoire collective et les valeurs républicaines a davantage renforcé les clivages, qu'elle n'a participé à les distendre.

Pour ce qui est de la notion de peuple, autant sa convocation était devenue plurielle, à en témoigne son usage dans les appellations de la quasi-totalité des formations politiques, autant son implémentation dans le vécu des camerounais restait

abstraite. De ce peuple, il ne restait donc qu'une évocation abstraite en laquelle très peu se reconnaissaient, du moins dans la réalité du quotidien.

Pour ce qui est du territoire, la prééminence des relents identitaires infranationaux, le clivage en termes de développement entre certaines zones a favorisé le renforcement de maillages locaux, peu favorables à une convergence centripète. L'on est ainsi entré dans une territorialité à géométries et à pesanteurs variables, avec un centre de moins en moins en phase avec ses périphéries.

Relativement aux questions mémorielles, le choix des éléments, la production unidirectionnelle des aspects de sens a rapidement fait le lit d'une pluralité mémorielle, fonction des aspirations et positions politiques et stratégiques des acteurs. Rapidement, au bénéfice des mouvements de revendication d'une altérité mémorielle, plusieurs regroupements et manifestations ont rapidement vu le jour.

Concernant les valeurs républicaines, les usages faits de la laïcité d'une part, mais davantage du bilinguisme d'autre part, leur ont ouvert les portes d'une appropriation particulariste par les uns et les autres. En effet, si la laïcité ne semble avoir cours que dans l'espace public, le bilinguisme est quant à lui une réalité simplement et purement administrative, si ce n'est politique. Aussi est-il courant d'entendre dire, même dans des milieux publics : « c'est le Cameroun qui est bilingue et non les camerounais ». Ces différents éléments susmentionnés, ont préparé l'entrée du Cameroun dans une aventure sociopolitique dont les exigences de construction identitaire appelaient une véritable sédimentation de ses éléments identitaires et non une simple juxtaposition ou une instrumentation à géométrie variable, comme ce fut malheureusement le cas.

Références bibliographiques

- Ahidjo, A., 1980, *Anthologie des discours 1957-1979*, 4 tomes, Dakar-Paris, Les Nouvelles Éditions africaines.
- Amitai, E., 1962, *The hard way to peace: a new strategy*, New York, Collier.
- Anderson, B., (2002, [1983]), *Imagined Communities, Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso.
- Bourdieu, P., 1981, « La représentation politique : éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n^{os} 36-37, pp. 3-24.
- Braud, P., 1997, *Penser l'État*, Paris, Le Seuil.
- Chevalier, L., 1978, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, 2^{ème} édition, Paris Le Livre de poche.
- Chrétien, J.-P. et Prunier G. (dir.), 1989, *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala.
- Coulon C., et Denis-Constant M. (dir.), 1991, *Les Afriques politiques*, Paris, Editions La Découverte.

- Crespy, J.-C. et De Voogd Christophe 1991, *La société de confusion*, Paris, PUF, Collection Politique d'aujourd'hui.
- Ekomo Engolo, C. 2001, *Analyse sociologique du bilinguisme d'enseignement au Cameroun*, in <https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2001-2-page-135.htm>, consulté le 1^{er} septembre 2023 à 02h19.
- Eyinga, A. 1984, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, L'Harmattan.
- Gaillard, P., 1989, *Le Cameroun*, Tome I, Paris, L'Harmattan.
- _____ 1989, *Le Cameroun*, Tome II, Paris, L'Harmattan.
- _____ 1994, *Ahmadou Ahidjo, Patriote ou despote ? Bâtitteur de l'Etat camerounais*, Paris, J.A. livres.
- Krulic, B., 1999, *La nation : une idée dépassée ?* in <https://documentation.insp.gouv.fr/insp/doc/SYRACUSE/179978/la-nation-une-idee-depassee-brigitte-krulic-n-832-1999-31-decembre>, consulté le 02 septembre 2023 à 17h 28.
- Mackey, W., 1979, "Language Policy and Language Planning", *Journal of Communication*, Vol. 29, Issue 2, pp. 48-53.
- Maritain, J., 1965, *L'homme et l'Etat*, Paris, PUF.
- Momo B., 1999, « La laïcité de l'État dans l'espace camerounais », *Les Cahiers de droit*, <https://www.erudit.org/fr/revues/cd1/1999-v40-n4-cd3820/043579ar.pdf>, consulté le 02 septembre 2023 à 17h 53.
- Nguelieutou, A., 2004, *Le peuple dans la vie politique camerounaise post-coloniale*, Thèse de Doctorat Ph. D en Sciences Politiques, Université de Yaoundé II, 2004.
- Nkoum-Me-Ntseny, L. M., 1996, « Dynamique de positionnement anglophone et libéralisation politique au Cameroun: de l'identité à l'identification », in *Polis, Revue Camerounaise de Sciences Politiques*, n° 1, pp 68-100.
- Otayek, R., 2000, *Identité et démocratie dans un monde global*, Presses de Paris, Sciences Politiques.
- Owona, J., 1973, « La nouvelle constitution camerounaise du 20 mai 1972 de l'Etat fédéral à l'Etat unitaire », in *Revue juridique et politique: indépendance et coopération*, Vol. 27, n°1, pp. 3-40.
- Owona, A., 1965, *La naissance du Cameroun : 1884-1914*, Paris, l'Harmattan.
- Prouzet, M., 1974, *Le Cameroun*, Paris, LGDJ.
- Seutcheu, M., 1993, *Les partis politiques camerounais et le système des Nations-Unies (1949-1961) : une analyse systémique du phénomène de pétitionnement dans le processus de formation de l'Etat au Cameroun*, Thèse de doctorat de 3^{ème} cycle en Science politique, Université de Yaoundé II.

Sindjoun, L., 1994, « La Cour suprême, la compétition électorale et la continuité politique au Cameroun: la construction de la démocratie passive », in *Africa Development*, vol. XIX, n°2, pp. 21-69.

_____2002, *L'Etat ailleurs : Entre noyau dur et case vide*, Paris Economica.